

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 20/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



NESTLE production PURINA PETCARE

Rue de l'Europe
80800 AUBIGNY

Références : 2023-E10005
Code AIOT : 0005101952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement NESTLE production PURINA PETCARE implanté Rue de l'Europe 80800 AUBIGNY. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE production PURINA PETCARE
- Rue de l'Europe 80800 AUBIGNY
- Code AIOT : 0005101952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE PURINA PETCARE (ex-NESTLE France) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 16 août 1995 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour animaux domestiques sur le territoire de la commune d'AUBIGNY. Elle est notamment autorisée pour une production de 430 tonnes/jour au titre de la rubrique 3642.3 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Défense incendie
- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 16/02/2021, article 2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/02/2021, article 2.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/02/21.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système de détection automatique incendie, n système d'extinction automatique d'incendie. Les justificatifs montrant que cette installation d'extinction automatique à eau est une protection autonome, complète (couvrant l'ensemble de la surface de référence) et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants sont transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois. Ce système est entretenu et vérifié régulièrement et maintenu en service en permanence ; - 4 poteaux incendie munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Un essai en simultané permettra de connaître le débit. Le débit retenu ne pourra être supérieur à 480 m³/h ;

- un ou plusieurs points d'eau complémentaires permettant de couvrir les besoins en eau estimés par la fiche D9 du CNPP version de juin 2020. La localisation de ces points est validée par le SDIS80 et ces points d'eau sont conformes au RDDECI (règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie) et réceptionnés par le SDIS80;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets;

- des robinets d'incendie armés. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eau suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie. L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est contrôlé et entretenu de manière régulière.

Constats : L'exploitant dispose d'un système de détection automatique incendie et d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Le sprinklage est en cours de révision trentenaire. Le dernier rapport de vérification du 08/11/22 d'UXELLO fait état d'un risque d'échec.

Le SSI a fait l'objet d'une vérification le 27/09/22, il a été déclaré opérationnel.

D'après la D9 actualisée, le site nécessite 900 m³/h soit 1800 m³ pendant 2 heures.
Le site dispose de :

- 3 poteaux alimentés par la cuve sprinklage de 747 m³. En fonctionnement simultané, les poteaux délivrent unitairement 150 m³/h,
- 1 poteau incendie alimenté par le réseau château d'eau délivrant 75 m³/h soit 150 m³ pour 2h,
- 3 poches souples d'un volume unitaire de 240 m³ soit un global de 720 m³,
- 1 poteau incendie situé en limite de propriété du site Centre R&D et directement accessible; depuis le site de Nestlé Purina et alimenté par le réseau château d'eau. Ce poteau délivre également un débit de 75 m³/h soit 150 m³.

Soit un total de 1767 m³.

L'installation d'un poteau alimenté par le réseau d'eau public est prévue pour un débit minimal de 60 m³/h soit 120 m³.

Sans ce poteau, le site ne dispose pas de moyens de défense incendie suffisants.

Les poches souples et poteaux associés ont été réceptionnés par le SDIS. Les fiches de réception ont été visualisées lors de l'inspection.

Il existe un groupe diesel indépendant.

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est contrôlé et entretenu de manière régulière. Le rapport de vérification des RIA par RDA du 19/09/22 a été visualisé.

Le rapport de vérification des extincteurs de janvier 2022 par SCUTUM Incendie a été visualisé lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé d'un dispositif de coupure permettant de maintenir sur site, dans un bassin étanche présentant un volume de 2 690 m³, les pollutions accidentelles ainsi que les eaux employées pour l'extinction d'un éventuel incendie.</p> <p>Une procédure est établie pour encadrer le fonctionnement des mesures de confinement et les conditions de leur mise en œuvre.</p> <p>Les effluents ainsi confinés sont éliminés via les filières de traitement de déchets appropriées. En l'absence de pollution, préalablement caractérisée, et après accord de l'inspection des installations classées, ils pourront être évacués vers les bassins de décantation.</p>
<p>Constats : La présence du bassin a été constatée lors de l'inspection. Pour y accéder, il faut sortir du site de Nestlé par une grille fermée à clé, qui ne s'ouvre pas dans le bon sens. Il faut ensuite rejoindre le bassin clôturé et fermé à clé.</p> <p>L'emplacement de la vanne de fermeture n'est pas indiqué.</p> <p>Les procédures sont conformes.</p> <p>Une vidange et un nettoyage des bassins est fait tous les ans par ORTEC. Le bon d'intervention du nettoyage de 2022 a été visualisé lors de l'inspection.</p>
<p>Observations : Il conviendrait d'identifier l'emplacement de la vanne de barrage avec un panneau, de permettre à la première grille de s'ouvrir dans le bon sens et de placer un panneau sur cette grille avec l'itinéraire pour accéder au bassin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet